

MIRAMAS NE FERME PAS. CE QUE NOUS AVONS OBTENU POUR MIRAMAS NOUS LE VOULONS POUR EYGUIERES !

Miramas

Miramas ne fermera pas.

C'est par un simple courriel que la DRFIP 13 a informé les organisations syndicales.

Quelques jours après la convocation d'un comité technique local (le 30/09/2015) qui avait justement à son ordre du jour la fermeture de deux Trésoreries au 01/01/2016, celle de Miramas et celle d'Eyguières.

Le 30 septembre, face à l'administration, nous avons dénoncé l'illégitimité de la fermeture de ces deux services de proximité.

Deux services qui devaient fermer pour des raisons similaires: un effectif insuffisant et des locaux vétustes. Ce sont les seuls *motifs* qui ont été donnés aux représentants du personnel. Des *motifs*, car ce ne sont pas des arguments.

Plus grave, l'indigence des documents fournis aux représentants du personnel était révélatrice de l'absence d'éléments pouvant justifier la fermeture de ces Trésoreries et le transfert des missions sur Istres et Salon-de-Provence.(SPL et SIP).



Miramas ne fermera pas, Miramas ne ferme plus.

La vacance d'emploi constatée sera même comblée par la prochaine affectation d'un agent stagiaire. C'est une victoire ! Il s'agit maintenant pour la Drfip 13 de tout mettre en œuvre pour que les agents du service puissent travailler dans des conditions normales.



Eyguières

Eyguières est en sous effectif, soit 2,6 emplois en réel sur 4 emplois + le cadre A. La méthode est claire: rendre le quotidien au travail difficile voire impossible pour que l'amputation apparaisse comme une délivrance pour les agents tellement la charge de travail est importante.

Sauf qu'aux yeux de nos collègues d'Eyguières, cette « médecine » ne passe pas. Ils nous le disent: « avec un agent de plus, on s'en sort, même si nous sommes encore

déficitaires de quasiment ½ emploi ».

Ils soutiennent l'action syndicale en défense de leur service, comme par exemple l'information à la population et la signature de la pétition pour le maintien de la Trésorerie le 22 septembre dans les rues d'Eyguières, sur le marché, devant l'école ou encore devant la Poste. Plus de 500 signatures seront recueillies en 2h30 par l'intersyndicale !

Pétition à l'attention de Madame la directrice,

Les agents du CFIP de Salon expriment leur désaccord le plus complet avec le transfert des activités d'accueil et de recouvrement qui résulterait de la fermeture de la trésorerie d'Eyguières.

Tout d'abord, le maintien de cette trésorerie est nécessaire pour assurer un service public de proximité et de pleine compétence.

Ensuite, ce transfert représente des charges supplémentaires non négligeables – par exemple 1/3 de recouvrement amiable en plus – il va forcément accroître le volume de contribuables reçus par les services de Salon, puisque la trésorerie d'Eyguières reçoit jusqu'à 100 contribuables par jour dans les périodes d'échéance.

Or les capacités d'accueil de notre SIP sont déjà saturées.

En effet, alors que le SIP de Salon gère une population comprise entre 170 000 et 180 000 personnes et a accueilli plus de 40 000 contribuables pendant l'année 2014, nous sommes confrontés à l'impossibilité de recevoir les contribuables dans des conditions normales voire décentes du fait des choix immobiliers qui ont été faits par l'administration au moment de la création du SIP.

71 agents du CFP de Salon-de-Provence pétitionnent contre le transfert des charges et la dégradation des conditions de travail si Eyguières ferme.

Pétition remise le 30/09/2015 à la Drfip 13

Informers les agents de la Drfip 13

Bien évidemment, nous sommes aussi intervenus auprès des agents des SIP et Trésoreries SPL d'Istres et de Salon-de-Provence, lesquels ont également apporté tout leur soutien à l'action syndicale (pétition).

Eux aussi ont exigé le maintien des Trésoreries de proximité, le transfert des missions participant encore plus à la dégradation de leurs conditions de travail (charges supplémentaires et augmentation des flux de fréquentation).

Qu'il s'agisse de Miramas ou d'Eyguières, nous n'avons pas ménagé nos initiatives syndicales.

D'abord en nous rendant à plusieurs reprises dans ces services pour discuter avec nos collègues dès l'annonce des projets de fermeture, en travaillant dans l'unité syndicale, puis en informant la population (6 septembre à Miramas) et enfin en rencontrant les élus locaux et en leur demandant de se positionner(1) sur le service public de proximité.

Comment et pourquoi, si deux services devaient être liquidés pour les mêmes « raisons », l'un ne l'est pas puisqu'il est sauvé tandis que l'autre devrait agoniser en sous-effectif jusqu'à sa disparition voulue au 01/01/2016 ?

Supprimer des Trésoreries. Miramas et Eyguières, des ballons d'essai pour le reste du réseau.

Nous avons informé de la situation de Miramas et d'Eyguières les autres agents du réseau comptable.

Ils sont attentifs non seulement aux risques de fermeture pure et simple de leurs services dans les années à venir – la mise en place de la métropole pouvant constituer un effet d'aubaine et accélérer les restructurations dans le cadre de l'aménagement des structures et du réseau (ASR) mais ils sont aussi révoltés par les fermetures de l'accueil du public et les conditions d'accueil des usagers et contribuables. Ils perçoivent clairement que la systématisation des fermetures hebdomadaires est un outil pour gérer la pénurie d'emplois, le sous-effectif et « déshabituer » les usagers de se rendre à nos guichets.

Continuer à nous mobiliser pour Eyguières et le réseau !

Le 5 novembre 2015 se déroulait à Salon-de-Provence le salon des maires et des élus locaux des Bouches-du-Rhône.

S'il est bien évident que les élus locaux du département sont confrontés aux baisses de dotations liées au « pacte de responsabilité » et à la réforme des territoires - dont la mise en place de la métropole-, la question du désengagement de l'Etat et des transferts de charges sur les collectivités locales est particulièrement prégnante.

C'est pourquoi l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires de la Drfip 13 a décidé d'aller à leur rencontre afin de les alerter sur le risque de désengagement de l'Etat, et particulièrement des services de proximité des Finances publiques, les Trésoreries, dans les communes et les cantons.

A l'appui d'une publication synthétique, rappelant le risque de fermeture de la Trésorerie d'Eyguières au

01/01/2016, mais aussi la victoire du maintien de celle de Miramas, nous avons entamé un dialogue avec les élus devant le centre des congrès.

Et c'est ainsi, qu'entre 9h00 et 10h00 au matin du 5 novembre, des maires, des conseillers municipaux et communautaires ont signé la pétition contre la fermeture de la Trésorerie d'Eyguières.

Une telle adhésion à la démarche syndicale de maintien du maillage territorial de nos services est une preuve de plus de l'attachement des élus locaux aux services publics de proximité.



Dès lors la DGFIP peut-elle faire fi et passer en force pour liquider nos Trésoreries contre l'avis des usagers et de leurs élus ?

Ainsi nous retrouvons parmi les signataires de la pétition contre la fermeture de la Trésorerie d'Eyguières de nombreux élus du canton ainsi que de l'Agglopolé Provence. Ont-ils été consultés par la Drfip 13 ? Si oui, quelle a été leur réponse ?

A l'évidence, la décision de fermeture s'est dispensée de recueillir les avis des élus locaux.

Concernant notre initiative lors du salon des Maires du 5/11/2015, la liste des signataires de la pétition contre la fermeture de la Trésorerie d'Eyguières est consultable sur notre site internet.

Vous comprendrez pourquoi nous avons contesté la sincérité des documents remis au CTL pour appuyer la fermeture de la Trésorerie d'Eyguières !

Ce qui nous permet aussi de douter des éléments d'information qui ont été transmis au Ministre !

Pourtant, l'administration nous a indiqué que c'était lui qui décidait...

•Quelle consultation a réellement été menée auprès des élus pour justifier la fermeture de la Trésorerie d'Eyguières ?

•Comment la Drfip 13 les a-t-elle consultés ? Quelles informations leur ont été données ?

•Quels sont les éléments de restitution qui ont été fournis à la DG et au Ministre ?

Nous avons déjà posé la question à la Drfip13 le 30/09/2015.

Nous allons poser la question aux élus locaux et au(x) Ministre(s).

(1)L'intersyndicale a obtenu le soutien du Maire de Miramas (Voeu voté au conseil municipal et interpellation des différents ministres), le soutien de la majorité du Conseil régional Paca (Voeu voté le 16 octobre concernant les trésoreries de Paca menacées de fermeture).

Voici la publication distribuée par l'intersyndicale le 5 novembre 2015 lors du Salon des Maires organisé par l'agglomération Provence.

COLLECTIVITES LOCALES / BLOC COMMUNAL

LA BAISSÉ DES DOTATIONS DE L'ÉTAT

c'est

MOINS 28 MILLIARDS d'euros 2014-2017

- Transferts de charges de l'État vers les collectivités,
- Augmentation des impôts locaux,
- Baisse de l'investissement,
- Moins de services publics,

Mais c'est aussi l'ÉTAT qui ferme ses services publics de proximité !

Hier, la Trésorerie de MIRAMAS*...

Aujourd'hui la Trésorerie d'EYGUIERES !

Fermeture programmée au 01/01/2016

Demain celle de LAMBESC ?

En 2017...

Et après... à qui le tour ?

Peyrolles, Berre, St Andiol, Roquevaire, Trets, Aubagne, Gardanne, Maussane, Châteaurenard, Les Pennes-Mirabeau, St Rémy, La Clotat, Allauch ... ???

***A MIRAMAS, la mobilisation des agents des Finances publiques avec leurs syndicats, soutenus par les élus locaux, a permis de sauver la Trésorerie qui devait fermer au 01/01/2016 !**

Avec la Métropole, la DGFIP va-t-elle en profiter pour désertier les territoires ?

Mesdames et Messieurs les Maires, soutenez l'action des agents des Finances publiques pour garantir le maintien et le développement du service public fiscal, économique et financier de proximité, au service de toutes et de tous.

Pour l'égalité d'accès et de traitement des usagers et contribuables, Pour le lien social, le vivre ensemble et l'attractivité des territoires.

Contact: cgt.drflp13@dgfip.finances.gouv.fr

Qui vous soutient ? Qui vous défend ?

La CGT Finances publiques aussi a besoin de vous !

Rejoignez nous !

Nom :

Prénom :

Service :

Grade :

Indice :

Je souhaite me syndiquer à la CGT.

Date :

Signature

A remettre à un-e syndiqué-e ou à renvoyer au local syndical cgt